

Chine et matières premières : entre satisfaction des besoins et anticipation sur la raréfaction des ressources

MERENNE-SCHOUMAKER Bernadette
Professeur invité
Université de Liège
Sart Tilman B11
4000 LIÈGE
b.merenne@ulg.ac.be

Mots-clés : Chine, matières premières, sécurisation des approvisionnements, commerce international, investissements à l'étranger

INTRODUCTION

La Chine est le premier consommateur de la plupart des minerais importants sauf l'or et l'argent et de la plupart des produits agricoles sauf le maïs et le sucre où elle est deuxième derrière respectivement les États-Unis et l'Inde et l'huile de palme où elle est troisième derrière l'Indonésie et l'Inde. Elle est encore premier consommateur de charbon, deuxième de pétrole (derrière les États-Unis), troisième d'uranium (derrière les États-Unis et la France) et quatrième de gaz naturel (derrière les États-Unis, la Russie, l'Iran, mais devant le Japon).

Une telle situation interpelle. Pourquoi cette situation et de quand date-t-elle ? D'où viennent les matières premières consommées ? Quelles stratégies le pays a-t-il mises en œuvre pour sécuriser ses approvisionnements ? Quels sont les problèmes rencontrés à l'interne et quelles sont les conséquences de cette situation à l'échelle internationale ? Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Pour rappel, les matières premières sont les produits tirés du sol, du sous-sol ou de la mer, avant toute transformation (sauf celle exigée pour la vente en grande quantité) et qui sont donc issus des ressources naturelles au sens originel du terme ; il s'agit des produits miniers, des produits énergétiques, des produits agricoles et de l'élevage, du bois, des poissons (issus de la pêche et de l'aquaculture) et de l'eau douce. Par ailleurs, le sujet étant très vaste, il est difficile de tout aborder d'autant plus que le domaine est stratégique et peu transparent et que l'accès aux statistiques n'est guère aisé, les sources étant diverses et non uniformisées et parfois contestées ; nos principales informations viennent de sources publiées en anglais (voire en français) par la Chine ou par des organismes gouvernementaux américains (USDA, USGS), de grands organismes internationaux (CNUCED, FAO), des organismes spécifiques à certaines ressources (BP, World Gold Council, World Nuclear Association...), la Société chimique de France et par CYCLOPE, une société d'études française, spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux de matières premières et de commodités qui publie chaque année depuis 1986 un rapport important sur le sujet. Le travail est toutefois incomplet et imparfait malgré un gros effort de recherche de documents et de recoupement des sources.

1. DES BESOINS EN HAUSSE : DEPUIS QUAND ET POURQUOI ?

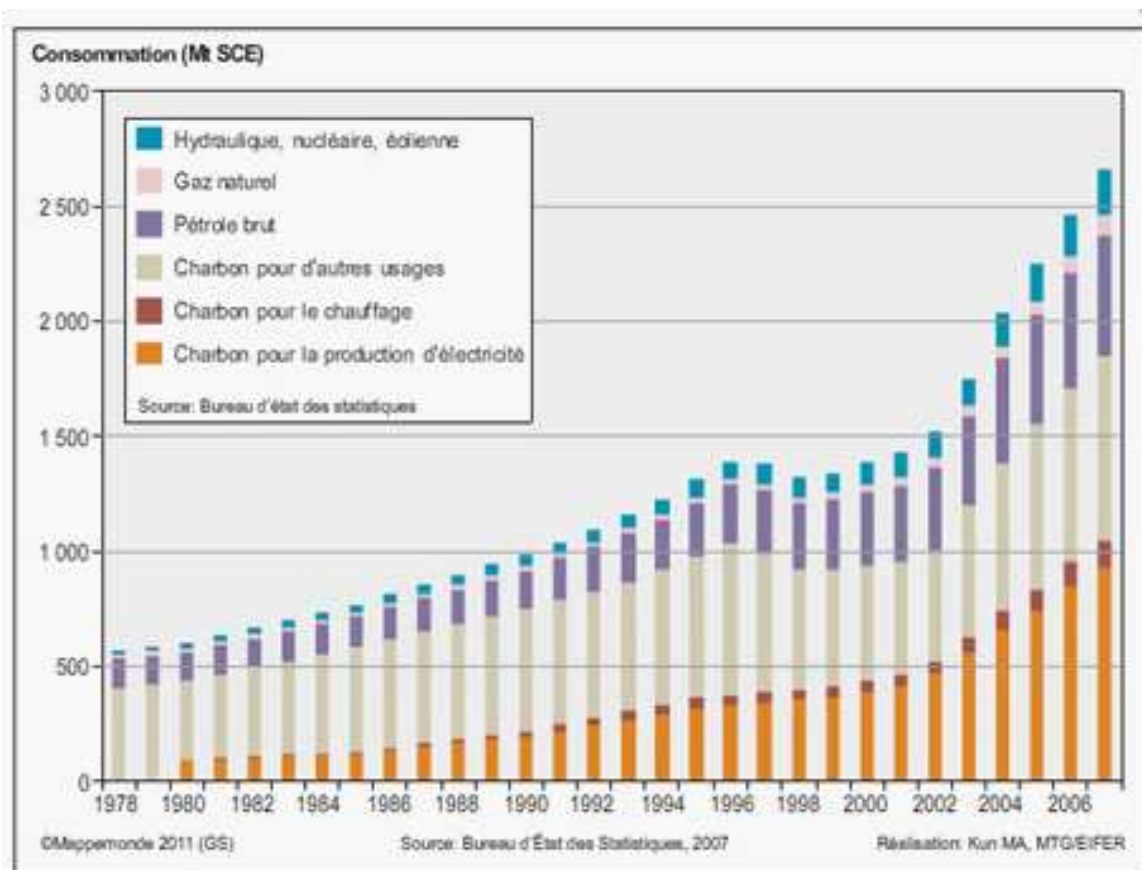
Qu'il s'agisse des produits énergétiques, des produits miniers ou des produits agricoles, la hausse est manifeste depuis 1980 et surtout depuis 2000.

Ainsi la consommation de produits énergétiques a été multipliée par 5 en 30 ans (figure 1), celle des principaux métaux a augmenté entre 1990 et 2005 d'environ 15 % par an et depuis 1999 de 17 % par an (figure 2). La consommation par tête des principaux produits énergétiques et minéraux a ainsi dépassé la moyenne mondiale et se rapproche, voire dépasse celle des États-Unis, en particulier pour l'aluminium, l'étain, le nickel et le zinc.

En matière agricole, la croissance est surtout spectaculaire pour certains produits comme le lait, les œufs,

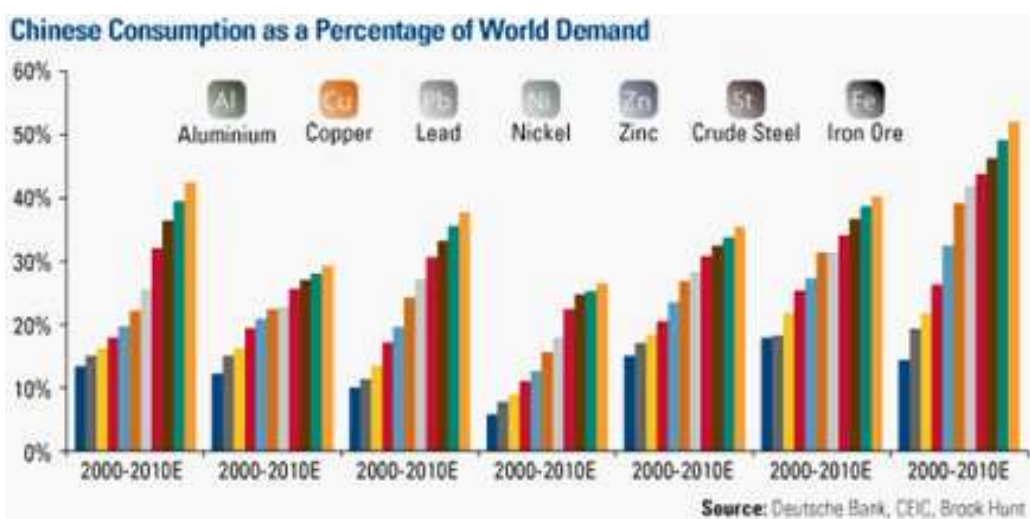
les poissons et fruits de mer et la viande (figure 3) ou encore les huiles (la consommation d'huile par habitant est passée de 12,5 kg en 2000 à 19 kg en 2010), le vin (consommation de vin rouge multipliée par 2,75 entre 2007 et 2013) et actuellement le chocolat, ce qui signifierait que si les Chinois qui n'en consomment actuellement que 100 gr par an se mettent à consommer comme les Brésiliens (2 kg par an), il faudrait que la production mondiale de cacao augmente de 3,6 Mt par an (alors qu'elle est aujourd'hui de 4 Mt) ou beaucoup plus encore si le Chinois consommait comme un Européen moyen, soit 5 kg de chocolat par an.

Figure 1 : Évolution de la consommation d'énergie en Chine



Mt SCE (Standard Coal Equivalent)= Mt équivalent charbon (tec).
 Source : Y. Guermond Y. et K.Ma, 2013.

Figure 2 : Évolution de la consommation en Chine de quelques grands produits miniers



Source : <http://www.usfunds.com/research/case-for-natural-resources>

Figure 3 : Évolution de la consommation en Chine de quelques produits agricoles



Source : G. Floch-Penn, 2010.

C'est après les réformes économiques lancées en 1978 par Deng Xiaoping marquant le début de la politique d'ouverture de la Chine, que la croissance a démarré. Mais celle-ci fut renforcée par l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 qui a accentué la libéralisation de son économie. En effet, depuis le début des années 1980, le pays a connu une phase sans précédent de développement économique avec une croissance de 10 % par an, ce qui signifie que son économie a doublé de taille tous les sept à huit ans. C'est beaucoup plus que la croissance de sa population qui est de l'ordre de 28 % pour la période 1980-2013, ce qui signifie cependant 375 M d'habitants en plus. La Chine représente désormais plus de 15 % du PIB mondial sur une base de parité de pouvoir d'achat (PPA) et a contribué à près de 70 % de l'augmentation du poids des pays émergents dans le PIB mondial depuis 1990 (Coates, Luu, 2012).

Ce développement économique rapide a favorisé la hausse des revenus par habitant même si comparativement à d'autres pays, le revenu par tête est encore faible : aujourd'hui environ 17 % du revenu américain ; mais cette hausse intrinsèque, assez inégalitaire par ailleurs, a accru la demande en produits alimentaires plus chers et en biens durables (comme les voitures et l'électroménager) et, d'ici 2021, il pourrait y avoir plus de 670 millions de consommateurs de la classe moyenne (dépenses quotidiennes entre 10 et 100 dollars par jour) en Chine, contre seulement 150 millions en 2010 (Ibidem).

Cette croissance est fortement liée à l'industrialisation du pays largement favorisée par le système économique mis en place par les dirigeants : une planification centralisée. La part du PIB chinois de l'industrie (Ibidem) est restée égale ou supérieure à 40 % pour les 35 dernières années, égale ou supérieure aux niveaux observés dans les premières économies de l'industrialisation, telles que la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, au niveau de revenu équivalent. Cependant, il est probable que la part du PIB de l'industrie va diminuer, l'économie chinoise continuant à se déplacer vers la production et la consommation de services. La part des services dans la production économique de la Chine a déjà augmenté de 20 % à 40 % depuis le début des années 1980, compensant largement la baisse de la part de l'agriculture.

Parallèlement, le taux d'urbanisation a augmenté rapidement, passant de 19 % en 1980 à 50 % en 2011 et l'ONU prévoyait en 2012 qu'il va continuer à augmenter régulièrement pour atteindre 73 % en 2050 (Ibidem). L'urbanisation comme l'industrialisation ont entraîné d'importants investissements dans les infrastructures (40 % du PIB).

Industrialisation, croissance des revenus et urbanisation expliquent donc largement la hausse de la demande en matières premières, comme aussi la croissance de la population.

2. ORIGINE DES MATIÈRES PREMIÈRES

La Chine est d'abord un grand producteur de matières premières (tableau 1). Elle est ainsi le premier producteur de la plupart des minerais sauf l'argent, le fer, le manganèse et de beaucoup de produits agricoles et de la mer sauf le maïs, le sucre, les graines de soja et l'huile de palme (qu'elle ne produit pas). Pour les combustibles fossiles, sa situation est moins favorable sauf en ce qui concerne le charbon puisqu'elle est 4e producteur de pétrole, 6e de gaz naturel et 9e d'uranium.

Néanmoins, la production n'a pas suivi le rythme de la hausse de la demande, ce qui conduit la Chine à importer grand nombre de matières premières et de se retrouver souvent premier ou deuxième importateur mondial. Le tableau 1 donne des informations à ce sujet chaque fois que les données sont

disponibles.

Par ailleurs, comme l'a bien montré S.K. Roache (2012), sa part dans la consommation mondiale dépasse souvent celle des importations ; ainsi la Chine consomme environ 35 % de plus que la Corée du Sud et le double du Brésil à niveaux de revenu comparables. La forte consommation de la Chine ne découle donc pas seulement de sa consommation intérieure, mais d'abord et avant tout de la mise en place d'une industrie exportatrice de produits transformés à partir de matières premières importées.

Tableau 1 : Part de la Chine dans la production et les importations des combustibles fossiles, des minerais (les 6 plus grands + or, argent et les terres rares) et des principales productions agricoles et de la mer en 2013 (ou 2012)

	Consommation		Production		Importations	
	Part de la Chine (%)	Place de la Chine (pays la précédant)	Part de la Chine (%)	Place de la Chine (pays la précédant)	Part de la Chine (%)	Place de la Chine (pays la précédant)
Charbon (Mtep)	50,3	1	47,4	1	25,9	1
Pétrole (Mt)	12,1	2 (USA)	5,0	4 (Arabie Saoudite, Russie, USA)	15,0	2 (USA)
Gaz naturel (Mtep)	4,8	4 (USA, Russie, Iran)	3,5	6 (USA, Russie, Iran, Qatar, Canada)	5,0	6 (Japon, Allemagne, USA, Italie, Corée du Sud)
Uranium (t)	9,0	3 (USA, France)	2,6	9 (Kazakhstan, Canada, Australie, Niger, Namibie, Russie, Ouzbékistan, USA)	---	
Fer (Mt)	52,7	1	14,0	3 (Australie, Brésil)	67,2	1
Aluminium (Mt)	44,3	1	45,5	1	5,0	8 (USA, Japon, Allemagne, Pays-Bas, Corée du Sud, Turquie, Italie)
Chrome (Mt)	---		<		---	
Cuivre raffiné	42,9	1	27,9	1	22,0	1
Manganèse (Mt)	56,1	1	9,4	3 (Afrique du Sud, Australie)	57,1	1
Zinc raffiné (Mt)	43,4	1	37,7	1	9,0	2 (USA)
Or (t)	17,6	2 (Inde)	13,0	1	---	
Argent (t)	16,0	2 (USA)	15,4	2 (Mexique)	---	1
Terres rares (Mt)	66,7	1	90,9	1	---	
Etain (mt)	49,1	1	42,1	1	15,0	2 (USA)
Nickel (mt)	45,7	1	31,7	1	-	
Plomb raffiné (mt)	45,4	1	45,1	1	<	
Blé (Mt)	16,5	1	17,1	1	<	
Riz (Mt)	30,4	1	29,8	1	9,7	1
Mais (Mt)	22,0	2 (USA)	22,4	2 (USA)	4,5	5 (Japon, Mexique, Corée du Sud, Egypte)
Sucre (103)	9,2	2 (Inde)	8,9	3 (Brésil, Inde)	4,4	3 (USA, Indonésie)
Soja (graines) (Mt)	28,6	1	4,2	4 (USA, Brésil, Argentine)	63,1	1
Soja (huile)	30,1	1	27,4	1	14,5	2 (Inde)
Soja (tourteaux)	28,2	1	28,6	1	<	
Huile de palme	11,7	3 (Indonésie, Inde)	-	-	15,2	2 (Inde)
Coton (Mt)	33,5	1	26,5	1	25,3	1
Poissons	34,8	1	36,3	1	30,2	2 (Japon)

- : pas de données ; < : % très faible.

Source : BP pour l'énergie, USDA pour les produits agricoles, FAO pour les poissons, Cyclope (2014) pour la plupart des métaux et Société chimique de France pour l'or, l'argent, les terres rares et le manganèse.

3. STRATÉGIE(S) MISES EN ŒUVRE POUR SÉCURISER SON APPROVISIONNEMENT

Pour faire face à ses besoins, la Chine a mis en place une politique cohérente et efficace dans le domaine des matières premières ; elle cherche visiblement à anticiper la raréfaction des ressources. Cette politique comprend quatre axes stratégiques : un fort soutien à l'exploitation de ses propres ressources, le contrôle de ses exportations, des importations massives et d'importants investissements à l'étranger ainsi que la volonté croissante de contrôler les prix.

3.1. Fort soutien à l'exploitation de ses propres ressources

Ce soutien passe par un réel encadrement politique, financier et scientifique. Ainsi, le 12e Plan quinquennal chinois (2011-2015) vise à consolider les entreprises en réduisant drastiquement leur nombre dans le domaine du charbon ou des terres rares pour constituer de grandes compagnies dotées de centres de recherches efficaces ; il tend à développer l'exploitation domestique dans les régions de l'Ouest comme le Tibet ; il encourage les investissements étrangers dans la prospection, l'exploitation et la valorisation des hydrocarbures non conventionnels, des minerais de fer et de manganèse, mais a mis en place des restrictions dans d'autres secteurs comme les métaux précieux et des interdictions pour la plupart des métaux rares.

Pour favoriser ces derniers, le Department of Science and Technology and International Cooperation of the Ministry of Land and Resources a publié dès 2001 un guide pour l'investissement dans le secteur minier. Réédité en 2003, 2006, 2009 et 2012, ce guide présente l'état actuel des ressources minières et de leur exploitation ; il décrit les politiques mises en œuvre, les politiques en matière d'investissement minier, l'administration des droits miniers et le régime de fiscalité minière du pays.

Toutefois, la stratégie de soutien à l'exploitation de ses propres ressources ne concerne pas que le secteur minier. Un autre exemple permet de mieux comprendre encore cette stratégie : celui de l'aquaculture. Dans ce secteur, trois grands groupes de mesures ont été prises dès 1978 : - la pleine utilisation des ressources productives, y compris le facteur humain, le choix des zones d'élevage, les bas-fonds et les terres inondées ; - la promotion des investissements dans la recherche et la technologie, ainsi que la diversification des espèces élevées et - la mise en place et l'amélioration constante des cadres politique, juridique et réglementaire favorables. L'objectif de cette politique était aussi la création d'emplois, la diminution de la faim et de la pauvreté et la volonté de faire de l'aquaculture un secteur économiquement fort. En 1978, bien que millénaire, la production aquacole de poissons, crustacés et mollusques était seulement de 1,2 Mt et ne représentait que 26,1 % du total de ces produits (Hongzhou, 2012). Aujourd'hui, la production aquacole de poissons, mollusques et crustacés dépasse 41 Mt et celle des plantes aquatiques atteint 12,8 Mt ; elle représente désormais 71,7 % de la production de poissons, crustacés et mollusques du pays et 97,7 % de la production des plantes aquatiques, et fait que la Chine à elle seule concentre plus de 60 % de la production aquacole mondiale de poissons, mollusques et crustacés (tableau 2).

Tableau 2 : Part de la Chine dans la production halieutique mondiale en 2012

	Poissons, crustacés, mollusques			Plantes aquatiques		
	Captures	Aquaculture	Total	Captures	Aquaculture	Total
Monde (Mt)	91,4	66,6	158,0	1,1	23,8	24,9
Chine (Mt)	16,2	41,1	57,3	0,3	12,8	13,1
Chine (%)	14,8	61,7	36,3	27,3	53,8	52,6

Source : FAO, 2015.

Parallèlement la Chine est non seulement devenue le premier exportateur mondial de poissons (17 Mt en 2012), mais encore la plaque tournante de la transformation du poisson dans le monde : saumons d'Amérique du Nord, lieux d'Alaska, maquereaux de Norvège... sont transformés en filets de poisson dans des usines localisées sur la côte chinoise : Qingdao, Dalian... Ces filets surgelés sont ensuite réexportés en Europe, aux États-Unis et au Japon. Cela représenterait 40 % des exportations de poissons chinois.

3.2. Contrôle de ses exportations

Bien dotée en ressources naturelles, la Chine contrôle également les exportations de ses produits les plus stratégiques et en particulier des métaux rares, par exemple l'antimoine, le germanium, la magnésite, le tungstène et bien sûr les terres rares.

Le cas de ces dernières a été médiatisé à la faveur de la flambée des prix de 2011. Comme nous l'avons déjà montré (Mérenne-Schoumaker, 2012), la Chine détient, depuis le milieu des années 1980, un quasi-monopole sur ces ressources suite à une politique volontariste qui a permis progressivement aux entreprises chinoises (environ une cinquantaine, principalement étatiques) dont les gisements sont particulièrement riches et faciles à exploiter, les prix très compétitifs et les contraintes environnementales moindres, de prendre le contrôle du marché et de pousser les compagnies étrangères à abandonner leur production. « Le Moyen-Orient a son pétrole et la Chine ses métaux rares », disait ainsi, en 1992, Deng Xiaoping. Selon A. Roch (2010), la domination récente est pour sa part le résultat d'une véritable stratégie à long terme organisée autour de quatre axes majeurs : réduction drastique des exportations via un système de quotas depuis 2004, volonté de structurer mondialement la filière par le contrôle de gisements étrangers, développement grâce à un fonds souverain chinois d'une réserve stratégique de 200 000 tonnes (deux fois la production mondiale) et d'un centre de recherche de plus de 300 scientifiques en Mongolie et incitation très forte auprès des industriels étrangers à s'installer en Chine. Les exportations chinoises de terres rares n'ont toutefois jamais atteint la limite des quotas que Pékin s'était lui-même fixé et les exportations ont même diminué depuis 2011 suite à la réduction de la place des terres rares dans différents produits, au développement du recyclage et la réouverture d'anciennes mines. Condamnée par l'OMC en 2014 pour non-conformité aux règles du libre-échange, la Chine a abandonné le 1er janvier 2015 le système des quotas au profit de licences à l'exportation.

Il n'en reste pas moins vrai que la Chine est le pays qui dispose du plus grand nombre de produits considérés par l'Union européenne comme matières stratégiques critiques à la fois dans son premier rapport de 2010 et dans son nouveau rapport publié en 2014 où le nombre de produits critiques est passé de 14 à 20 après une analyse qui a porté sur 54 produits (à la place de 41). La figure 4 montre la répartition de ces matières critiques dont l'identification repose toujours sur les deux mêmes critères : leur importance économique et un risque élevé en matière d'approvisionnement. Ajoutons que beaucoup de ces produits jouent un rôle essentiel dans de nombreuses filières industrielles des hautes technologies et ne sont pas extraits dans des mines spécialisées, mais sont majoritairement des sous-produits de l'industrie minière et métallurgique.

Figure 4 : La concentration de la production des matières stratégiques critiques dans le monde selon l'Union européenne.



Source : B. Mérenne-Schoumaker, 2015.

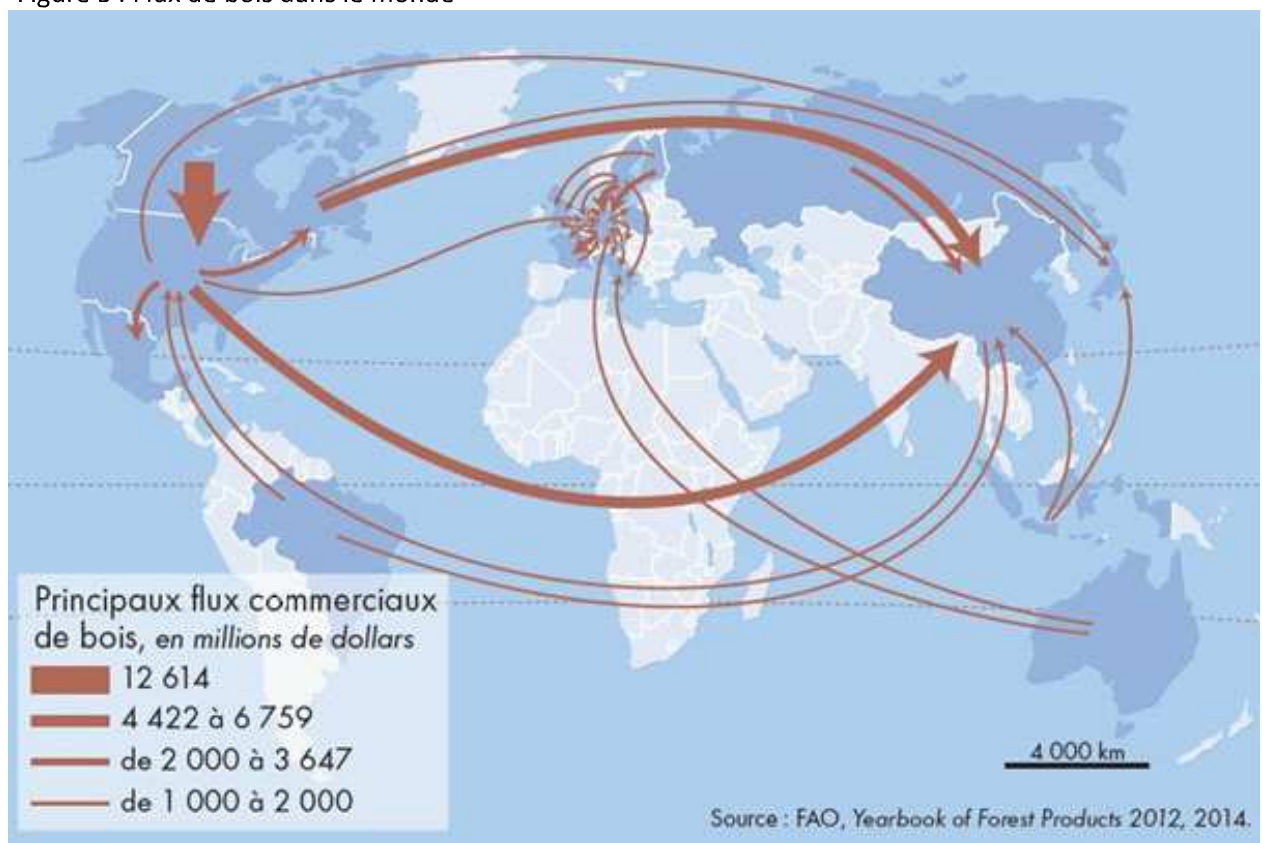
3.3. Achats massifs et investissements à l'étranger

La Chine achète, comme nous l'avons déjà dit, massivement à l'étranger des matières premières minérales (fer, cuivre, or, argent) et des produits énergétiques (y compris du charbon). En effet, si elle dispose par exemple d'importants gisements de minerai de fer et de cuivre, ceux-ci sont généralement éloignés des usines qui les traitent et de mauvaise qualité ; il est donc impérieux de se procurer du minerai de fer à forte teneur pour limiter la pollution et la consommation d'énergie dans les hauts-fourneaux.

Elle achète donc principalement pour augmenter ses capacités de production non seulement dans le domaine des industries de base comme la métallurgie, mais encore dans celui des industries de transformation : c'est le cas des poissons déjà évoqué ou encore du bois qui est transformé sur place en meubles qui seront parfois réexportés dans les pays d'origine de ces matières premières.

La Chine a ainsi acheté en 2012 plus de 16 % du bois mondial principalement aux États-Unis (17 % de ses importations), au Canada (11 %) et à la Russie (9 %). Mais elle achète aussi de plus petites quantités à plusieurs pays européens comme la Finlande, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, la France et même la Belgique, sans parler de l'Indonésie et du Brésil (figure 5). En Belgique, le phénomène existe depuis 2000 et concerne essentiellement les forêts wallonnes. C'est d'abord le hêtre qui a été la cible des acheteurs asiatiques, car le hêtre est parfait pour fabriquer du parquet. La ressource s'épuisant, c'est depuis peu le chêne qui est visé. La conséquence en est la hausse très forte des prix mettant à mal le secteur de la transformation du bois, car il est devenu impossible pour les scieurs belges et wallons de suivre cette politique de la hausse des prix. La Chine ne manque toutefois pas de bois : il y a en Chine 220 millions d'hectares de forêts diversifiées, gérées et chaque année on en replante 10 à 15 millions. À titre de comparaison, il y a que 700 000 hectares en Belgique. Mais il semble que les Chinois (comme les Indiens qui arrivent aussi sur les marchés) visent à se garder une réserve pour les années de disette.

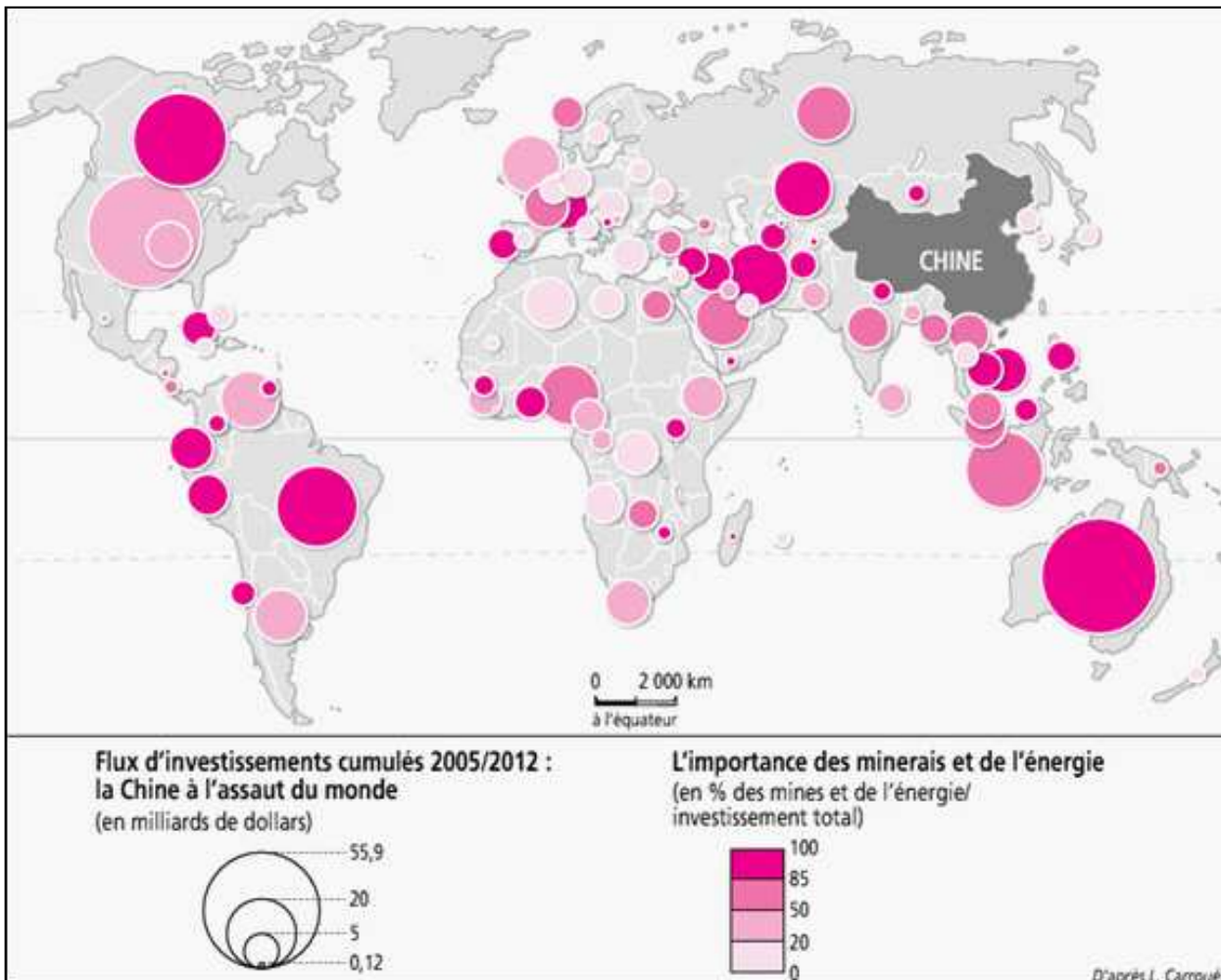
Figure 5 : Flux de bois dans le monde



Source : B. Mérenne-Schoumaker, 2015.

Par ailleurs, pour garantir ses approvisionnements, la Chine investit également beaucoup à l'étranger et sur tous les continents et pas seulement en Afrique comme on le croit souvent : depuis 2005, la Chine a par exemple investi massivement dans le domaine des matières premières en Australie, au Canada, au Brésil et dans de nombreux pays du Sud-Est asiatique (figure 6).

Figure 6 : Les investissements chinois à l'étranger (période 2005-2012)



Source : L. Carroué, 2014.

Ces investissements par des firmes chinoises, le plus souvent publiques, passent généralement par des prises de participation ou des rachats d'entreprises minières ou de mines. Ainsi, en 2008, Chinalco a acheté, pour 14 milliards de dollars, 12 % du capital de la compagnie minière anglo-australienne Rio Tinto (le 2e groupe minier mondial) et, en 2014, MMG, filiale du chinois Minmetals, a racheté à Glencore-Xstrata (le 4e groupe minier mondial) le projet de mine de cuivre très prometteur de Las Bambas (Pérou) pour 5,85 milliards de dollars (qui doit entrer en production en 2015). Ces investissements sont sans conteste favorisés par le recul des investissements des grands groupes miniers laissant la place libre aux groupes chinois et indiens et par la situation économique de certains pays africains où il est possible de lancer des programmes "minerais contre infrastructures", comme en Angola, en RDC et en Guinée.

La politique de sécurisation des matières premières essentielles est aussi très sensible dans le domaine du pétrole ou de l'énergie en général : en 2013, la production à l'étranger des entreprises pétrolières chinoises, qui avait doublé depuis 2011, était plus grande que celle du Koweït et représentait un tiers de la production saoudienne. La China National Petroleum Corporation est par exemple présente dans 35 pays et fin mars 14 par la Banque populaire de Chine (PBOC) a acquis un peu plus de 2 % du capital des deux groupes énergétiques italiens : Eni et Enel. Dans le domaine énergétique, les investissements visent aussi parfois l'accès à de nouvelles technologies, par exemple pour l'exploitation offshore profond ou celle d'hydrocarbures non conventionnels. Ajoutons que la Chine investit encore au niveau de produits de base agricoles avec la signature de baux emphytéotiques pour des plantations en Afrique par exemple.

3.4. Volonté de contrôler les prix

Une demande élevée et croissante en matières premières donne à la Chine un rôle de plus en plus essentiel dans la détermination des cours des produits. Mais, comme le dit P. Chalmin (2014), le pays apparaît

plus comme un « faiseur de prix » qu'un « preneur de prix ». Cet auteur a observé une corrélation forte et positive entre la demande chinoise et les prix mondiaux des métaux et des produits agricoles, l'impact étant toutefois plus significatif sur les premiers que les seconds. Toutefois, la dynamique des chocs d'activité des États-Unis semble avoir plus d'importance sur les prix que le poids de la Chine.

La Chine cherche cependant à mieux contrôler les prix non seulement par ses investissements à l'étranger, mais encore par sa volonté de contrôler davantage les marchés à termes, les lieux où se forment les prix. Ainsi en 2013, le Hong Kong Exchange qui appartient à une banque publique chinoise a pris le contrôle de la première bourse de métaux, le LME (London Metal Exchange). En association avec la bourse de Shanghai, ce dernier envisage de coter d'autres matières comme le charbon à coke. Certaines matières ont également des places de marché en Chine, les terres rares à Baotou, le minerai de fer à Dalian, les ferroalliages à Zhengzhou et les métaux rares au Fanya Metal Exchange. La Chine a ainsi bien compris que, pour ne plus subir les prix, « il faut les faire », comme le souligne C. Hocquard (2014). La prochaine étape pour la Chine sera, dès lors, une fois que sa monnaie sera devenue convertible, l'utilisation du yuan dans la cotation des matières premières.

4. PROBLÈMES RENCONTRÉS À L'INTERNE

4.1. La sécurité alimentaire un enjeu majeur

Le pays dispose de 9 % des terres arables de la planète et 7 % des ressources en eau pour nourrir 20 % de la population mondiale. Or le recul grandissant de ces terres couplé à des ressources en eau de plus en plus polluée rend le défi extrêmement difficile, d'autant plus que 40 % du territoire sont constitués de zones montagneuses et de déserts. Parallèlement, la croissance économique accélérée et l'augmentation des niveaux de vie ont modifié les habitudes alimentaires de la population : augmentation de la consommation de viande, et, par voie de conséquence, de la demande de produits d'alimentation animale (maïs et soja notamment), et accroissement de la consommation d'huile végétale (soja surtout). Le déficit alimentaire est ainsi devenu structurel entraînant un recours accru aux exportations et une balance commerciale déficitaire depuis 2004.

Une stratégie de sécurité alimentaire a dû être mise en place. Elle repose sur trois piliers : – limiter les importations et augmenter la productivité nationale, en particulier pour les grains, en accroissant la productivité par les progrès technologiques et l'investissement agricole ; – abandonner certaines productions, extensives et peu productives, comme le soja ; – et surtout faire appel à la stratégie de « sortie », la Chine devant, pour satisfaire pleinement sa demande alimentaire, cultiver 13 % de ses terres à l'étranger. Cette politique consiste, pour les entreprises chinoises, à investir directement à l'étranger et à s'y livrer à la production ou à la gestion agricole de façon autonome. La Chine compterait actuellement une quarantaine d'entreprises phares d'agriculture industrialisée implantées dans plus de trente pays, certaines cotées sur des places boursières étrangères. Le gouvernement s'est par ailleurs doté en l'an 2000 d'un ministère du Commerce international et d'une équipe spécialisée dans la promotion et le commerce des technologies agricoles.

4.2. Les ressources en eau

Avec une superficie de 9,6 millions de km², la Chine dispose de ressources en eau considérables. Mais (Cai, 2004), ces ressources hydriques ne correspondent qu'à 5,8 % de celles du monde, soit 2 260 m³ d'eau par personne et par an, soit 1/4 de la moyenne mondiale. De même, les disponibilités hydriques par hectare cultivé ne dépassent pas 28 320 m³, soit 80 % de la moyenne mondiale. À titre d'exemple, les ressources en eau du Japon ne représentent que 20 % de celles de la Chine, mais les quantités disponibles par habitant y sont deux fois plus élevées. La faiblesse des ressources en eau par habitant et par ha cultivé constitue un facteur limitant de taille pour le développement de la Chine.

Par ailleurs (Ibidem), ces ressources en eau sont très inégalement réparties : le Nord qui regroupe 43 % de la population ne dispose que de moins de 20 % des ressources alors que plus de 80 % de celles-ci se trouvent au Sud où vivent 57 % de la population. Cela a contraint les dirigeants à décider du transfert d'une partie des eaux du Yangzi, l'un des plus grands fleuves du monde vers la Grande Plaine de Chine du Nord et à la construction de nombreuses usines de dessalement de l'eau de mer dans villes côtières.

En outre, suite à une industrialisation et une urbanisation galopantes, les disponibilités en eau ont diminué, d'autant plus que le recyclage des eaux usées est encore faible et que beaucoup d'eau est gaspillée par l'irrigation, les ménages et l'industrie. Comme dit plus haut, les eaux sont souvent polluées par les

engrais, les déversements de produits chimiques et d'eaux usées non traitées : 60 % des eaux souterraines seraient ainsi polluées. En appliquant des principes de bonne gestion et en généralisant des technologies plus modernes, il est possible de réduire la consommation d'eau de l'ordre de 10 à 50 % dans l'agriculture, de 30 % chez les ménages et de 40 à 90 % pour l'industrie (Ibidem).

4.3. Les problèmes environnementaux

Les problèmes de pollution de l'air sont bien connus et souvent à la une de l'actualité principalement dans les grandes villes. Il en est de même des rejets de CO₂, la Chine ayant dépassé les États-Unis en 2006. On estime ainsi qu'un peu plus de la moitié de l'accroissement des émissions de CO₂ dans le monde au cours des dix dernières années est imputable à la consommation de charbon en Chine. Il ne faut toutefois pas oublier que, ramenés aux habitants, ces rejets sont deux fois inférieurs à ceux des États-Unis et dès lors fort proches de ceux de la moyenne européenne.

Outre les pollutions des eaux de surface et des eaux souterraines déjà évoquées, les autres problèmes importants sont l'érosion et la pollution des sols, la progression de la désertification et la diminution de la biodiversité.

Les responsables chinois ont bien pris conscience des problèmes dès 1992. Différentes mesures ont été prises, notamment dans le cadre du 12e plan qui vise plus particulièrement l'accroissement de la protection de l'environnement et l'amélioration de l'efficacité énergétique. 2014 a été marquée par un revirement historique : pour la première fois, la production de charbon en Chine a diminué de 2,1 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, le pays qui fonde de grands espoirs dans la recherche scientifique, investit de plus en plus dans les énergies renouvelables et est même devenu le plus gros investisseur mondial en technologies vertes. En 2014 également, un accord a été signé avec les États-Unis : ceux-ci ont promis de réduire leurs émissions de CO₂ de 26 à 28 % d'ici à 2025 par rapport à 2005 et la Chine, d'amorcer une baisse au plus tard en 2030 et de porter la part des énergies renouvelables à 20 %. À eux deux, Chine et États-Unis représentent 42 % des émissions totales de CO₂.

Le grand défi du gouvernement chinois est dès lors de renforcer sa réglementation environnementale pour amener les performances environnementales de l'industrie nationale à la hauteur des normes internationales. Toutefois, une réglementation plus stricte, comme actuellement celle mise en œuvre en Inde, serait susceptible de ralentir temporairement la croissance de la productivité de l'industrie.

5. CONSÉQUENCES DE CETTE SITUATION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ET PERSPECTIVES

Comme nous venons de le voir, la Chine est sans conteste responsable de l'accroissement de la demande en matières premières. Suite aux tensions qu'elle a engendrées sur l'offre, elle a influencé les prix mondiaux par des achats et aussi parfois la volonté de se constituer des stocks, comme par exemple pour le coton. Mais il existe des différences sensibles selon les produits : le poids de la Chine est surtout sensible pour les métaux, les oléoprotéagineux, le coton, le bois et la pêche. Par ailleurs, pour assurer ses approvisionnements, la Chine a beaucoup investi à l'étranger, ce qui explique à la fois son poids croissant dans les investissements directs à l'étranger au niveau mondial et la montée en puissance des firmes chinoises ainsi que la croissance de partenariats, justifiés aussi par la volonté d'avoir accès aux technologies et aux savoir-faire les plus modernes.

Mais le poids de la Chine est également important au niveau de l'offre, à la fois en produits bruts, principalement des métaux rares dont elle est abondamment dotée et des produits transformés (filets de poissons, bois...).

Malgré un ralentissement récent de son économie, le rôle que joue la Chine sur les marchés mondiaux des matières premières ne devrait pas changer de sitôt, car le taux de croissance du PIB est toujours de 7 % en moyenne (contre 11,3 % par an entre 2003 et 2008) et risque de le rester à moyen terme, avant de passer à 5 % d'ici 2030 (Chalmin, 2014). Tout indique ainsi que le rôle de la Chine restera dominant dans le domaine des matières premières puisqu'elle devrait consommer plus de 50 % de la plupart des matières minérales mondiales (C. Hocquart in L'Usine nouvelle, 8 avril 2014).

CONCLUSION

La consommation en matières premières de la Chine est fortement liée au développement d'une économie exportatrice inscrite au cœur d'un modèle économique original : une économie socialiste de marché mise en place à la fin des années 1970 et renforcée par l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001. Pratiquement toutes les matières premières sont concernées, tant les produits miniers que les produits énergétiques et même les produits agricoles. L'originalité du modèle est sans conteste d'anticiper sur la raréfaction des ressources et de se reposer sur une politique cohérente et efficace qui intègre une vision globale du monde et qui implique en particulier une forte présence de ses entreprises à l'étranger. La Chine pose ainsi ses pions sur toutes les cases disponibles de l'échiquier, achète tout ce qui est disponible et utilise sa force politique, militaire, économique et commerciale pour arriver à ses objectifs. Malgré un ralentissement de son économie qui a entraîné récemment une baisse des prix de certaines matières premières, tout indique que la Chine continuera à jouer un rôle important sur le marché des matières premières, car son développement devrait se poursuivre, porté par la volonté de ses dirigeants de développer un modèle plus axé sur le capital et la technologie et par la poursuite de l'urbanisation et le rattrapage en termes de niveau de vie.

Bibliographie

- Cai X, 2004, Les ressources en eau et leur gestion en Chine, Géocarrefour [En ligne], Vol. 79/1 | mis en ligne le 23 août 2007, consulté le 12 avril 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/510>
- Chalmin P., 2014, Le « China Effect » sur les marchés mondiaux des matières premières, Les marchés mondiaux 2014, Paris : Economica, pp. 50-58.
- Coates B., Luu N., 2012, China's emergence in global commodity markets, Economic Roundup Issue 1, Australian Government, The Treasury. <http://www.treasury.gov.au/PublicationsAndMedia/Publications/2012/Economic-Roundup-Issue-1>
- Department of Science and Technology and International Cooperation of the Ministry of Land and Resources, Chinese Academy of Land and Resource Economics, 2012, A Guide to Investment in China's Mineral Industry. - http://www.chinaminingtj.org/fr/document/A_Guide_to_Investment_in_China%27s_Mineral_Industry%282012%29.pdf
- Floch-Penn G., 2010. Out of China. Des campagnes chinoises aux terres africaines, Paris : L'Harmattan, 235 p.
- Guermond Y., Ma K., 2013, Le production d'énergie en Chine, Mappemonde, 101-2. <http://mappemonde.mgm.fr/num29/lieux/lieux11101.html>
- Hongzhou Z., 2012, China's Evolving Fishing Industry: Implications for Regional and Global Maritime Security, RSIS Working Paper, 246, 16-08-2012. <http://dr.ntu.edu.sg/handle/10220/9118>
- Mérenne-Schoumaker B., 2012, Métaux et terres rares à l'heure du développement durable. Enjeux et perspectives, GEO 71, pp. 19-39. <http://hdl.handle.net/2268/130251>
- Mérenne-Schoumaker B. 2014, Énergies et minerais, des ressources sous tensions, Paris : La documentation Française, documentation photographique, 8098, 64 p.
- Mérenne-Schoumaker B., 2015, Atlas mondial des matières premières, Paris : Atlas Autrement, 2e éd., 96 p.
- PwC Asia School of Mines, 2012, China's mining sector. http://www.pwc.com/id/en/asia-school-of-mines/assets/chinas-mining-sector_benson-wong.pdf
- Roache S.K., 2012, China's Impact on World Commodity Markets, IMF Working Paper, International Monetary Found. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12115.pdf>
- Roch A., 2010, « Terres rares, rareté relative et implications géoéconomiques », Affaires-strategiques.info – 2 août 2010. <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article3750>
- Sources statistiques : BP, Cyclope, CNUCED, FAO, Société chimique de France, USDA, USGS, World Gold Council, World Nuclear Association...
- Différents articles de presse issus de : Actu-Environnement.com, Express.be, La Libre Belgique, Les Echos, Le Figaro, Le Monde, Le Soir, L'Usine nouvelle...

Notes

1. Cet article actualise et complète la conférence donnée au 24e Festival international de la Géographie à Saint-Dié des Vosges le 5 octobre 2013 dont la présentation est disponible en ligne : http://www.reseau-canope.fr/fig-st-die/fileadmin/contenus/2013/itineraires/03/04-diaporama-Merrenne-matieres-premieres_FIG2013.pdf.
2. Le lecteur trouvera différents graphiques et cartes sur le sujet des matières premières en Chine sur le Blog China Tells. Investor's Portal to China, Commodities - <http://blog.chinatells.com/category/commodity-china>